

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Legislatives-en-Argentine-une-defaite-electorale-devenue-victoire-politique>

Législatives en Argentine : une défaite électorale devenue victoire politique

- Argentine -

Date de mise en ligne : vendredi 19 novembre 2021

Description :

Législatives en Argentine : une défaite électorale devenue victoire politique. Malgré la défaite cuisante aux élections primaires ouvertes, simultanées et obligatoires du 12 septembre, le gouvernement de Alberto Fernández a réussi à « sauver les meubles » lors des législatives partielles nationales du 14 novembre...Carlos Schmerkin

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Malgré la défaite cuisante aux élections primaires ouvertes, simultanées et obligatoires du 12 septembre [1], le gouvernement de Alberto Fernández a réussi à « sauver les meubles » lors des législatives partielles nationales du 14 novembre.

Au Sénat, la « remontada » du Front de Tous (FdT), n'a pas suffi au gouvernement de centre gauche à garder la majorité détenue par le péronisme depuis 1983 passant de 41 sénateurs à 35 (le quorum étant de 37 sénateurs sur un total de 72). Cette perte oblige dorénavant le FdT à négocier avec d'autres forces politiques.

A la Chambre des députés où le FdT renouvelait 52 sièges, il a réussi à obtenir 50. Avec 118 députés, le péronisme de centre gauche est loin d'avoir son propre quorum qui exige 129 sièges. Ensemble pour le Changement (JxC), la coalition de droite de l'ex président Mauricio Macri, a réussi à renouveler les 60 sièges en jeu et à en ajouter un de plus, de sorte qu'au 10 décembre, il comptera 116 députés.

Le FIT (Front de gauche, trotskiste) a doublé ses sièges, en passant de deux à quatre députés ce qui le place au rang de troisième force politique nationale. Dans la province de Jujuy, le candidat du FIT, Alejandro Vilca - qui a des ancêtres Kolla et a travaillé pendant de nombreuses années dans le ramassage des ordures -, a obtenu 25,08 % des voix frôlant la deuxième place, tout juste derrière le péronisme (25,85%). Le gouverneur Gerardo Morales - celui qui maintient en prison domiciliaire la dirigeante sociale Milagro Sala depuis presque 6 ans grâce à la complicité du pouvoir judiciaire de la province et gouverne sa province comme un seigneur féodal - avec 49 % des voix s'est vu empêché d'avoir un deuxième député sur les trois à renouveler.

La surprise, sans aucun doute, a été le résultat obtenu par « Avanza Libertad » (La liberté avance) parti de l'ultra droite libérale emmenés par Javier Milei et José Luis Espert, qui entre pour la première fois au Parlement avec cinq représentants. Une performance qui leur garantit un petit groupe parlementaire de poids, alors qu'il y a encore quelques mois, personne ne prenait au sérieux Javier Milei (le Zemmour argentin).

Cet économiste, qui se qualifie lui-même d'« anarcho-capitaliste », antisystème, anti-impôts, anti-État, pro-armes, anti avortement et climato-sceptique, se revendique de l'ancien président américain Donald Trump, du président brésilien Jair Bolsonaro et de Vox, le parti d'extrême droite espagnol. Sa colistière, l'avocate Victoria Villaruel, nie l'existence du terrorisme d'État pendant la dernière dictature (1976-1983).

Au sein de JxC, la coalition de droite, une aile « dure » menée par la présidente du parti macriste, Patricia Bullrich, ex ministre de la Sécurité ainsi que l'ex président Mauricio Macri ont insinué un rapprochement avec le groupe d'ultradroite de Milei et Espert. Tandis que l'aile plus « dialoguiste », menée par Horacio Rodríguez Larreta, - maire de la ville de Buenos Aires et candidat à la présidence en 2023 - joue son propre jeu.

Un résultat paradoxal

L'avocate et directrice générale des affaires juridiques du Sénat (FdT), Graciana Peñafort, a analysé le résultat sur twitter : « Sur le nombre total des voix, nous avons perdu. Mais nous avons gagné politiquement en améliorant notablement les résultats des primaires ». Quant à la Province de Buenos Aires, l'avocate a célébré : « A la Chambre des Sénateurs de la Province de Buenos Aires nous avons récupéré les voix nécessaires pour que les lois ne soient plus bloquées... De l'oxygène pour Axel Kicillof et pour le péronisme de la Province. Nous en avons besoin ».

En effet, le gouverneur Axel Kicillof, très lié à la vice présidente Cristina Kirchner, a gagné trois sièges au Sénat de sa province [2] et a atteint l'objectif d'égaliser les sièges de l'opposition, ce qui donnera de l'air à son administration, empêchée auparavant de faire aboutir ces lois progressistes. Cette reprise (de 33 % à 38,5%) s'explique par une participation électorale plus élevée, qui était de 5 points supérieure (71%) à celle de septembre (66%), lors des primaires. Le porte-à-porte pour convaincre les électeurs de l'importance d'aller voter, a bien porté ses fruits.

Selon Mario Wainfeld, journaliste de Pagina 12, « le parti au pouvoir a été sanctionné parce qu'il a été confronté aux difficultés économiques, au chômage, à l'inflation, aux restrictions des libertés dues au confinement, à la fermeture des écoles, etc. Le bien-être manquait, étrangement, dans un gouvernement péroniste. Le paradoxe - cruel car la « politique » l'est parfois - est que JxC a bénéficié de la colère collective moins de deux ans après avoir laissé une catastrophe économique et sociale, un « *industrialicide* », un endettement colossal conçu en faveur des spéculateurs. »...« Les gagnants de la primaire se sont sentis relégitimés, on dirait presque pardonnés. Ils sont allés plus loin, en supposant qu'ils gagneraient les élections législatives avec un score bien supérieur. Dans l'excitation, ils ont enlevés leurs masques en annonçant qu'ils allaient éliminer les indemnités de licenciement et ont défendu les augmentations de prix des spéculateurs »

Dettes, pauvreté et rebond économique

Au lendemain des élections, le gouvernement doit faire face à trois défis économiques majeurs : les négociations avec le Fonds Monétaire International ; la politique des prix après le gel de 1500 produits de base ces dernières semaines et réactiver l'économie et la croissance en 2022.

L'Argentine aujourd'hui peine à sortir d'une double pandémie : celle du COVID-19 et celle héritée des quatre années de macrisme : inflation interannuelle de 50,3 %, chômage, une pauvreté qui atteint les 40 % de la population et plus de 4 millions d'indigents qui ne mangent pas tous les jours.

Le président argentin réclame que le FMI « assume la responsabilité des dommages » causés selon lui par l'accord en 2018 d'un prêt de 57 milliards de dollars, - un montant record pour l'organisation- au gouvernement de l'ancien président Mauricio Macri (2015-2019). L'Argentine n'a reçu que 44 milliards car lors de sa prise de fonctions en décembre 2019, Alberto Fernández avait renoncé aux derniers décaissements. Fin septembre, Buenos Aires a réglé une échéance de 1,9 milliard de dollars.

Au total, le pays doit verser au FMI, entre principal et intérêts, 19,3 milliards de dollars en 2022, 19,5 milliards de dollars en 2023 et 4,9 milliards de dollars en 2024, selon les estimations du ministère de l'Économie.

Lors de la conférence de presse de ce matin, la porte parole du gouvernement, Gabriela Cerruti a déclaré que le pays se redresse à grand pas : En 2021, le produit intérieur brut argentin a augmenté de 8,9% par rapport à l'année précédente (417 milliards de dollars, selon les estimations du FMI). 300 000 nouveaux postes de travail ont été créés et la production industrielle a augmenté de 14 % par rapport à 2020. Gabriela Cerruti, a également confirmé la prolongation des sessions ordinaires du Parlement jusqu'au 31 décembre. Un fait qui doit être interprété comme un geste de bonne volonté envers l'opposition.

La prolongation du délai permettra la mise à jour de nombreux thèmes qui n'ont pas encore été traités. Parmi eux, le Budget pour l'année 2022, qui a été transmis aux députés le 15 septembre et n'a pas encore été débattu en commission. En outre, selon les annonces faites par Alberto Fernández, il est prévu que l'exécutif envoie au cours du mois prochain le projet contenant le programme économique pluriannuel qui sera débattu par toutes les forces politiques. Son traitement est une exigence du FMI pour renégocier les conditions du remboursement de la dette.

La mobilisation du 17 novembre, « jour du militantisme »

Toutes les composantes du FdT, les syndicats et les organisations sociales (hormis la gauche trotskiste) ont assisté massivement à la Place de Mai pour célébrer un jour très cher au péronisme : le retour du général Perón en 1972 après 17 ans d'exil et de proscription du principal parti politique de l'Argentine.

Des dizaines de milliers de militants et leurs familles se sont déplacés pour écouter le discours du président qui a souligné le rôle du gouvernement après la défaite du 12 septembre : « Les résultats des primaires nous ont laissé un message que nous avons entendu. Nous avons corrigé des choses et pris de mesures ». Face aux critiques, il a soutenu que « le triomphe n'est pas de gagner, mais de ne jamais s'avouer vaincu », tout en soulignant : « Ils ne nous ont pas battus car nous avons plus de force et envie que jamais ».

Le président en a profité pour faire passer des messages politiques, tant à l'opposition qu'au sein de sa coalition et à ses électeurs. Il a évoqué les principaux objectifs pour les deux prochaines années tels que la résolution du problème de la dette et le renforcement de la croissance économique ; il a attaqué les figures les plus radicalisées de l'opposition comme l'ancien président Mauricio Macri et aussi Javier Milei (ultra droite libérale), qui refusent le dialogue, et finalement il a glissé qu'au sein du FdT il doit y avoir une plus grande institutionnalisation du débat pour qu'« en 2023 nous ayons un triomphe retentissant et assurons la victoire que les Argentins méritent. »

Ceci est une réponse à la pression qu'exercent des dirigeants et militants du FdT pour l'organisation d'un débat interne et qui ne sont pas d'accord avec le président sur certains sujets, notamment sur la question du paiement de la dette considérée injuste, illégitime et impayable en soutenant que le FMI imposera des conditions qui impacteront négativement la situation sociale déjà très dégradée du peuple argentin.

Le président a également annoncé des primaires de son propre camp pour élire le prochain candidat à la présidentielle : « Ma plus grande aspiration est qu'en 2023, du dernier conseiller au président de la République, les candidats du FdT soient élus d'abord par nos camarades ».

Soberanos Soberanas

A l'intérieur du *Front de Tous* un nouveau groupe, « *Soberanos* » (Souverains), vient de se créer et qui fera son premier meeting le prochain samedi 20 novembre. Il sera présenté par Alicia Castro, membre du conseil de l'International Progressiste et ex ambassadrice de l'Argentine au Venezuela et au Royaume-Uni, Amado Boudou, ex vice président de l'Argentine (2011-2015) et Gabriel Mariotto, ex vice-gouverneur de la province de Buenos Aires et ancien président de l'AFSCA (Autorité Fédérale des Services de communications Audiovisuelles).

Un extrait de leur charte rappelle que : « Nous sommes confrontés à une confluence de crises extrêmement graves : sanitaire, économique, effondrement des démocraties, tragédie environnementale. La pandémie a clairement montré que le capitalisme n'est pas compatible avec la survie humaine...Il est temps d'établir de nouvelles priorités ; la priorité du peuple argentin est de ne pas payer l'usure des intérêts du Fonds monétaire international ou tolérer ses conditions...L'heure est aux grands gestes de justice sociale et aux grands gestes de justice fiscale ; il est grand temps de parvenir à un consensus pour établir des mesures telles que le salaire de base universel et un nouveau régime fiscal où ceux qui ont le plus paient plus ... Aujourd'hui nous unissons nos convictions, nos expériences, nos rébellions, pour construire un avenir pour tous. Nous proposons d'unir, d'organiser et de mobiliser tous ceux qui se battent, dans des espaces différents, pour un pays égalitaire et pour un monde meilleur. »

Législatives en Argentine : une défaite électorale devenue victoire politique

Le groupe appelle à lutter contre le néocolonialisme et construire une souveraineté économique, politique, territoriale (insulaire, maritime et antarctique) ainsi qu'une souveraineté culturelle, numérique, alimentaire et des ressources naturelles.

Carlos Schmerkin* pour son blog [Carlos Schmerkin](#)

[Carlos Schmerkin](#). Paris, le 18 nov. 2021

Carlos Schmerkin* Conseil en édition, ancien prisonnier politique en Argentine, co auteur de La colombe entravée, membre du comité éditorial de Books, militant associatif (ACAF). @CSchmerkin

[1] *L'Argentine est le seul pays au monde à avoir instauré les PASO (Primaires ouvertes, simultanées et obligatoires) qui depuis 2009 prévoit de définir par un vote obligatoire quels sont les partis habilités à se présenter aux élections nationales. Seuls les candidats ayant obtenu au moins 5 % des votes pourront se présenter.

[2] Des 24 provinces argentines, seulement huit sont bicamérales.